



Décision du Comité | 11 septembre 2025

Accord intercantonal sur les offres scolaires en milieu hospitalier (AOSH) ; entrée en vigueur : décision

Considérations du Secrétariat général

- 1 L'Accord intercantonal sur les offres scolaires en milieu hospitalier (AOSH) constitue une base légale régissant la compensation des charges entre cantons signataires.
- 2 Dans sa décision du 7 mai 2021, le Comité a mis en consultation le projet d'AOSH.
- 3 L'Assemblée plénière a adopté l'accord le 28 octobre 2022 en vue des procédures cantonales d'adhésion.
- 4 Six cantons y ont adhéré jusqu'ici (voir l'état d'avancement des procédures cantonales d'adhésion, en annexe), de sorte que le nombre minimal requis par l'art. 15 de l'accord pour l'entrée en vigueur est atteint.
- 5 Le secrétariat de l'AOSH est assuré par le Secrétariat général. Une fois l'accord entré en vigueur, il lui incombe d'informer les cantons signataires, de coordonner et régler les questions relatives à la mise en œuvre et à la procédure sous la forme de directives (cf. art. 9 AOSH). Le secrétariat pourra procéder sur cette base à un premier relevé des offres et de la disposition à payer des cantons signataires vraisemblablement pour l'année scolaire 2027/2028 (voir le calendrier prévu pour la mise en œuvre après l'entrée en vigueur, en annexe). Si la mise en œuvre s'avère possible pour l'année scolaire 2026/2027 déjà, le secrétariat étudiera la possibilité de proposer les offres de manière anticipée.

Décision du Comité

L'AOSH entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2026 en application de son art. 15.

Berne, le 11 septembre 2025

Conférence des directrices et directeurs cantonaux de l'instruction publique

Au nom du Comité :

sig.

Susanne Hardmeier | Secrétaire générale

Annexes :

- État d'avancement des procédures cantonales d'adhésion au 28 août 2025
- Calendrier de la mise en œuvre après l'entrée en vigueur, état au 28 août 2025
- Accord intercantonal du 28 octobre 2022 sur les offres scolaires en milieu hospitalier (AOSH)
- Accordo intercantonale sulla scuola in ospedale del 28 ottobre 2022 (AASO)

Notification :

- Membres de la Conférence
- Chancellerie fédérale
- Conférence suisse des chanceliers d'État

La présente décision sera publiée sur le site web de la CDIP.

367-5.1.2-291561-ss-FK/bop



28. August 2025 | 28. août | 28. agosto

Interkantonale Vereinbarung für schulische Angebote in Spitälern (Interkantonale Spitalschulvereinbarung ISV) vom 28. Oktober 2022: Stand kantonale Beitrittsverfahren

Accord intercantonal sur les offres scolaires en milieu hospitalier (AOSH) du 28 octobre 2022 :
état d'avancement des procédures cantonales d'adhésion

Accordo intercantonale sulle attività scolastiche in ambito ospedaliero (AASO) del 28 ottobre 2022:
stato d'avanzamento delle procedure di adesione cantonali

Beitritt beschlossen	6 Kantone
Adhésion décidée	6 cantons
Adesione decisa	6 Cantoni

Kanton Canton Cantone	Kantonale Behörde Autorité cantonale Autorità cantonale	Datum Date Data
UR	Regierungsrat	28.02.2023
SO	Regierungsrat	30.05.2023
TG	Regierungsrat	14.11.2023
ZH	Kantonsrat	03.06.2024
BE	Regierungsrat / Conseil-exécutif	22.01.2025
FR	Grosser Rat / Grand Conseil	28.03.2025

367-5-291570-ss-FK



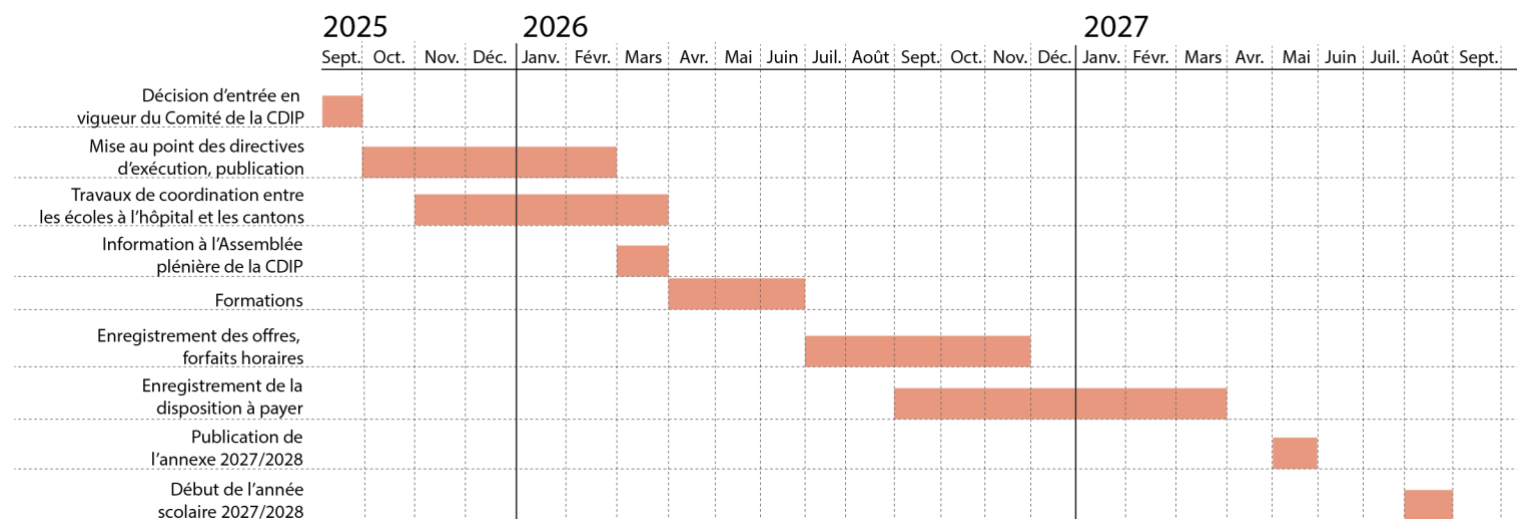
EDK | CDIP | CDPE | CDEP |

Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektorinnen und -direktoren
Conférence des directrices et directeurs cantonaux de l'instruction publique
Conferenza delle direttrici e dei direttori cantonali della pubblica educazione
Conferenza da las directuras e dals directurs chantunals da l'educaziun publica

28 août 2025

Accord intercantonal sur les offres scolaires en milieu hospitalier (AOSH) du 28 octobre 2022

Calendrier prévu pour la mise en œuvre après l'entrée en vigueur



367-5-296281-ss

Generalsekretariat | Secrétariat général

Haus der Kantone, Speichergasse 6, Postfach, CH-3001 Bern
+41 31 309 51 11, edk@edk.ch, edk.ch

Gemeinsam für Bildung, Kultur und Sport
Au service de l'éducation, de la culture et du sport
Insieme per l'educazione, la cultura e lo sport
Ensemen per l'educaziun, la cultura ed il sport

Entre en vigueur le 1.1.2026

**Accord intercantonal
sur les offres scolaires en milieu hospitalier
(AOSH)**

du 28 octobre 2022 [état le 11 septembre 2025]

I Dispositions générales

Art. 1 But et champ d'application

¹L'accord règle l'indemnisation des offres scolaires en milieu hospitalier (école à l'hôpital) entre les cantons signataires.

²Il s'applique aux offres relevant de la scolarité obligatoire dont bénéficient les élèves hospitalisés dans des établissements situés à l'extérieur du canton où ils doivent accomplir leur scolarité obligatoire.

³Il s'applique aux offres de formation générale du degré secondaire II dont bénéficient les élèves hospitalisés dans des établissements situés à l'extérieur de leur canton de domicile.

⁴Les accords intercantonaux qui règlent la coresponsabilité ou le cofinancement des écoles à l'hôpital ou les indemnisations autres que celles réglées par le présent accord pour l'utilisation de l'offre d'une école à l'hôpital prévalent sur le présent accord. Cette règle s'applique à condition que l'indemnisation financière des offres corresponde au moins aux contributions définies en annexe.

Art. 2 Principe

Les écoles à l'hôpital veillent à une offre scolaire suffisante et soutiennent si possible la réintégration des élèves hospitalisés dans leur classe ou leur école de provenance; à cette fin, elles

assurent, de manière appropriée, les échanges avec l'enseignant ou l'enseignante responsable de la classe ou avec les enseignants et enseignants de branche au sein de l'école de provenance.

II Offres, contributions et engagement à verser des contributions

Art. 3 Offres scolaires

¹Les offres scolaires relevant de la scolarité obligatoire

- a. se basent sur les plans d'études pour l'enseignement dans les classes de la scolarité obligatoire, et
- b. offrent de bonnes conditions pour une scolarisation individuelle suffisante des élèves concernés dans la langue de leur canton de provenance.

²Les offres scolaires relevant du degré secondaire II

- a. visent à assurer dans les disciplines de formation générale le niveau correspondant au plan d'études applicable à l'élève concerné, et
- b. offrent de bonnes conditions pour une scolarisation individuelle suffisante des élèves concernés dans la langue de leur canton de provenance.

³Les offres d'activités qui ne répondent pas aux exigences scolaires posées aux al. 1 et 2, de même que les coûts de l'hébergement, de la restauration et des traitements médicaux administrés aux élèves hospitalisés, ne font pas partie de l'indemnisation au sens du présent accord.

Art. 4 Annexe

¹L'annexe à l'accord définit

- a. quelles offres scolaires proposées dans les différents hôpitaux entrent dans le champ d'application de l'accord,

- b. quelle indemnisation les cantons débiteurs doivent verser aux hôpitaux situés hors de leur territoire pour les offres scolaires utilisées individuellement,
- c. de quelles offres les cantons veulent bénéficier et
- d. quelles sont les conditions d'octroi de l'aide financière posées par les cantons pour les offres du degré secondaire II.

²Les cantons d'accueil peuvent déclarer au secrétariat les offres entrant dans le champ d'application de l'accord, afin que celles-ci soient ajoutées à la liste prévue à l'al. 1, pour autant que les exigences selon l'art. 3 soient remplies.

³Les cantons d'accueil s'assurent que les offres scolaires déclarées remplissent les conditions de qualité applicables aux établissements de formation et que le corps enseignant engagé possède les qualifications requises.

Art. 5 Contributions

¹Les cantons d'accueil fixent les contributions accordées pour les offres scolaires indiquées en annexe.

²Ce faisant, ils tiennent compte des principes suivants:

- a. l'indemnisation est fixée sous forme de contribution forfaitaire par heure;
- b. l'indemnisation couvre exclusivement le coût des offres scolaires (coût du personnel et de fonctionnement);
- c. le montant des forfaits appliqués pour les élèves provenant d'autres cantons ne doit pas être supérieur à celui alloué pour les élèves accomplissant leur scolarité obligatoire dans le canton ou pour les élèves du secondaire II domiciliés dans le canton.

³Les contributions sont valables pour deux années scolaires.

Art. 6 Cantons débiteurs

¹Le canton débiteur dans le cas de la scolarité obligatoire est celui du lieu de résidence de l'élève hospitalisé au sens du droit scolaire. La répartition interne ou la facturation des contributions sont régies par le droit cantonal applicable dans le cas concerné.

²Le canton débiteur dans le cas du degré secondaire II est celui dans lequel l'élève hospitalisé a son domicile au sens du droit régissant les bourses d'études. La répartition interne ou la facturation des contributions sont régies par le droit cantonal applicable dans le cas concerné.

³Pour les offres du degré secondaire II, le canton peut assortir sa disposition à payer de conditions.

⁴L'obligation de paiement est soumise à un délai de carence de sept jours à compter de l'admission à l'hôpital. Le délai de carence ne s'applique pas si la durée totale du séjour à l'hôpital dépasse deux semaines. En cas de changement d'hôpital et/ou d'hospitalisation répétée due à la même maladie, le nombre de jours s'additionne.

III Égalité de traitement

Art. 7 Traitement des élèves issus de cantons ayant déclaré leur disposition à payer

Les écoles à l'hôpital garantissent aux élèves hospitalisés dont le canton de résidence au sens du droit scolaire ou le canton de domicile a déclaré sa disposition à payer le même statut juridique que celui des élèves hospitalisés issus du canton d'accueil.

Art. 8 Traitement des élèves issus de cantons n'ayant pas déclaré leur disposition à payer

¹Les élèves hospitalisés issus de cantons qui n'ont pas déclaré leur disposition à payer pour une certaine offre scolaire n'ont pas le droit à l'égalité de traitement s'agissant de l'utilisation des offres.

²Les élèves hospitalisés issus de cantons qui n'ont pas déclaré leur disposition à payer pour une certaine offre scolaire ne peuvent utiliser l'offre en question que si le canton débiteur délivre au préalable une garantie de prise en charge. L'école à

l'hôpital demande dans ce cas au canton débiteur une indemnisation qui correspond au moins à celle prévue à l'art. 5.

IV Exécution

Art. 9 Secrétariat

¹Le secrétariat au sens du présent accord est le Secrétariat général de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP).

²Ses tâches sont notamment les suivantes:

- a. informer les cantons signataires,
- b. coordonner et
- c. régler les questions relatives à la mise en œuvre et à la procédure sous forme de directives.

Art. 10 Procédure d'octroi des contributions

Le canton d'accueil désigne pour chaque offre scolaire l'organisme de paiement et règle dans ses bases juridiques les conditions d'utilisation d'une offre scolaire dans une école à l'hôpital.

Art. 11 Modification de l'annexe

¹Une modification de l'annexe (liste des offres) est possible au début de chaque année scolaire.

²Les offres nouvelles ou modifiées sont ajoutées à la liste dans la mesure où elles ont été annoncées au secrétariat deux mois avant la fin de l'année scolaire précédant la date de modification.

³Toute modification de la disposition à payer ou, dans le cas du degré secondaire II, des conditions qui y sont assorties doit être annoncée au secrétariat deux mois avant la fin de l'année scolaire précédant la date de modification.

Art. 12 Coût de mise en œuvre

Les coûts engagés par le secrétariat pour la mise en œuvre du présent accord sont supportés par les cantons signataires à proportion de leur population totale. Ils leur sont facturés sur une base annuelle.

V Dispositions finales

Art. 13 Règlement des conflits

¹Les conflits découlant du présent accord sont régis par la procédure de règlement des conflits selon l'accord-cadre du 24 juin 2005 pour la collaboration intercantonale assortie d'une compensation des charges¹.

²Si l'on ne parvient pas au règlement du conflit, le Tribunal fédéral statue par voie d'action selon l'art. 120, al. 1, let. b, de la loi sur le Tribunal fédéral².

Art. 14 Adhésion

L'adhésion au présent accord est déclarée au Comité de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique.

Art. 15 Entrée en vigueur

¹Le Comité de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique met en vigueur l'accord dès lors qu'au moins six cantons y ont adhéré.

²L'entrée en vigueur doit être portée à la connaissance de la Confédération.

¹ Accord-cadre du 24 juin 2005 pour la collaboration intercantonale assortie d'une compensation des charges (accord-cadre, ACI).

² Loi sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (loi sur le Tribunal fédéral, LTF); RS 173.110

Art. 16 Résiliation

L'accord peut être résilié au moyen d'une déclaration écrite adressée au secrétariat avec effet au 31 juillet, en respectant un préavis de deux ans, mais pour la première fois au plus tôt cinq ans après l'adhésion

Art. 17 Maintien des obligations

Les engagements pris sur le fondement du présent accord concernant les élèves hospitalisés au moment de la sortie du canton sont maintenus jusqu'à la fin de leur hospitalisation, lorsque ledit canton a révoqué sa disposition à payer ou résilié l'accord.

Art. 18 Principauté du Liechtenstein

La principauté du Liechtenstein peut adhérer au présent accord sur la base de sa propre législation. Elle bénéficie, le cas échéant, des mêmes droits et prend les mêmes engagements que les autres parties à l'accord.

Delémont, le 28 octobre 2022

Au nom de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique

La présidente:
Silvia Steiner

La secrétaire générale:
Susanne Hardmeier

Entrée en vigueur

Conformément à la décision du Comité de la CDIP du 11 septembre 2025, l'accord intercantonal sur les offres scolaires en milieu hospitalier (AOSH) entre en vigueur le 1^{er} janvier 2026.

Le Secrétariat général de la CDIP publie la liste des cantons qui ont adhéré à l'accord sur le site web de la CDIP.

Entra in vigore il 1.1.2026

**Accordo intercantonale
sulle attività scolastiche in ambito ospedaliero
(Accordo intercantonale sulla scuola in
ospedale, AASO)**

del 28 ottobre 2022 (stato al 11 settembre 2025)

I Disposizioni generali

Art. 1 Scopo e campo d'applicazione

¹L'accordo disciplina l'indennizzo delle attività scolastiche svolte negli ospedali (scuola in ospedale) tra i Cantoni aderenti all'accordo.

²Si applica alle attività nell'ambito della scuola dell'obbligo di cui si avvalgono gli allievi ricoverati in ospedali al di fuori del Cantone nel quale devono assolvere il loro obbligo scolastico.

³Si applica alle attività di formazione generale del livello secondario II di cui si avvalgono gli allievi ricoverati in ospedali al di fuori del loro Cantone di domicilio.

⁴Gli accordi intercantonali che disciplinano la corresponsabilità o il cofinanziamento delle scuole in ospedale oppure gli indennizzi non regolamentati dal presente accordo per usufruire delle attività proposte da una scuola in ospedale prevalgono sul presente accordo. Questa disposizione si applica a condizione che l'indennizzo finanziario delle attività corrisponda almeno agli importi definiti nell'allegato.

Art. 2 Principio

Le scuole in ospedale provvedono a una sufficiente formazione scolastica e favoriscono, ove possibile, il reinserimento degli

allievi ricoverati nella classe o nella scuola di appartenenza; a tal fine assicurano un appropriato scambio con il rispettivo docente di classe o della disciplina in questione della scuola di appartenenza.

II Attività, contributi e impegno a versare contributi

Art. 3 Attività scolastiche

¹Le attività scolastiche nell'ambito della scuola dell'obbligo

- a. si orientano ai piani di studio per l'insegnamento in classe della scuola dell'obbligo e
- b. offrono buone condizioni quadro per una sufficiente formazione individualizzata degli allievi in questione nella lingua del loro Cantone di provenienza.

²Le attività scolastiche nell'ambito del livello secondario II

- a. si impegnano per assicurare il livello di formazione nelle discipline di formazione generale secondo il piano di studio applicabile all'allievo in questione e
- b. offrono buone condizioni quadro per una sufficiente formazione individualizzata degli allievi in questione nella lingua del loro Cantone di provenienza.

³Le attività che non rispondono alle attività scolastiche di cui ai capoversi 1 e 2 come pure i costi del vitto, dell'alloggio e dei trattamenti medici degli allievi ricoverati non fanno parte dell'indennizzo ai sensi del presente accordo.

Art. 4 Allegato

¹L'allegato all'accordo definisce

- a. quali attività scolastiche proposte nei diversi ospedali rientrino nel campo d'applicazione dell'accordo,

- b. quale indennizzo i Cantoni debitori devono versare agli ospedali situati al di fuori del loro territorio per le attività scolastiche utilizzate individualmente,
- c. di quali attività i Cantoni intendono beneficiare e
- d. quali sono le condizioni poste dai Cantoni per concedere l'aiuto finanziario per le attività del livello secondario II.

²I Cantoni di accoglienza possono notificare al segretariato le attività che rientrano nel campo d'applicazione del presente accordo affinché possano essere inserite nell'elenco di cui al capoverso 1, purché siano adempiute le condizioni di cui all'articolo 3.

³I Cantoni di accoglienza assicurano che le attività scolastiche notificate adempiano i criteri di qualità applicabili agli istituti di formazione e che i docenti impiegati possiedano le necessarie qualifiche.

Art. 5 Contributi

¹I Cantoni di accoglienza fissano i contributi accordati alle attività scolastiche indicate nell'allegato.

²Al riguardo tengono conto dei seguenti principi:

- a. l'indennizzo è stabilito sotto forma di contributo forfettario orario;
- b. l'indennizzo copre esclusivamente i costi delle attività scolastiche (costi del personale e d'esercizio);
- c. gli importi dei contributi forfettari accordati per gli allievi non scolarizzati nel Cantone non possono essere superiori a quelli versati per gli allievi che assolvono il loro obbligo scolastico nel Cantone di accoglienza, rispettivamente a quelli versati per gli allievi del livello secondario II che risiedono nel Cantone di accoglienza.

³I contributi sono validi per due anni scolastici.

Art. 6 Cantoni debitori

¹Il Cantone debitore nell'ambito della scuola dell'obbligo è quello nel quale l'allievo ricoverato in ospedale ha la propria dimora secondo il diritto scolastico. La ripartizione interna al

Cantone o la rifatturazione dei contributi è retta dal rispettivo diritto cantonale applicabile.

²Il Cantone debitore nell'ambito del livello secondario II è quello nel quale l'allievo ricoverato ha il domicilio secondo il diritto che regola le borse di studio. La ripartizione interna al Cantone o la rifatturazione dei contributi è retta dal rispettivo diritto cantonale applicabile.

³Per le attività del livello secondario II, il Cantone può subordinare l'aiuto finanziario all'adempimento di determinate condizioni.

⁴All'impegno a versare contributi si applica un periodo d'attesa di sette giorni dal ricovero. Il periodo d'attesa non si applica se la durata complessiva della degenza in ospedale è di almeno due settimane. Se si cambia ospedale e/o in caso di ricoveri ripetuti per la stessa malattia il periodo d'attesa non viene ricalcolato.

III Parità di trattamento

Art. 7 Trattamento degli allievi provenienti dai Cantoni che si sono dichiarati disponibili a versare il contributo finanziario

Le scuole in ospedale garantiscono agli allievi ricoverati, il cui Cantone di dimora o di domicilio secondo il diritto scolastico ha dichiarato la propria disponibilità a versare il contributo finanziario, lo stesso stato giuridico di quello degli allievi ricoverati provenienti dal Cantone di accoglienza.

Art. 8 Trattamento degli allievi provenienti da Cantoni che non si sono dichiarati disponibili a versare il contributo finanziario

¹Gli allievi ricoverati provenienti da Cantoni che non hanno dichiarato la propria disponibilità a versare un contributo finanziario per una determinata attività scolastica non hanno diritto alla parità di trattamento in merito alla frequenza delle attività.

²Gli allievi ricoverati provenienti da Cantoni che non hanno dichiarato la propria disponibilità a versare un contributo

finanziario per una determinata attività scolastica possono frequentare l'attività in questione solo se il Cantone debitore ha precedentemente garantito l'assunzione dei costi. In tal caso la scuola in ospedale chiede al Cantone debitore un indennizzo che corrisponda almeno all'indennizzo di cui all'articolo 5.

IV Esecuzione

Art. 9 Segretariato

¹Il Segretariato generale della Conferenza svizzera dei direttori cantonali della pubblica educazione (CDPE) assume le funzioni di segretariato dell'accordo.

²I suoi compiti sono segnatamente

- a. informare i Cantoni aderenti all'accordo,
- b. coordinare e
- c. disciplinare le questioni relative all'esecuzione e alla procedura sotto forma di direttive.

Art. 10 Procedura di attribuzione dei contributi

Il Cantone di accoglienza designa l'ufficio di pagamento per ogni attività scolastica e nelle sue basi giuridiche disciplina le condizioni della frequenza di un'attività scolastica nella scuola in ospedale.

Art. 11 Modifica dell'allegato

¹Una modifica dell'allegato (elenco delle attività) è possibile all'inizio di ogni anno scolastico.

²Le attività nuove o modificate sono inserite nell'elenco se sono state notificate al segretariato due mesi prima dello scadere del termine di modifica del precedente anno scolastico.

³Un'eventuale modifica della disponibilità a versare un contributo finanziario o, nel caso del livello secondario II, delle

condizioni correlate deve essere comunicata al segretariato due mesi prima dello scadere del termine di modifica del precedente anno scolastico.

Art. 12 Spese legate all'esecuzione dell'accordo

Le spese del segretariato attinenti all'esecuzione del presente accordo sono a carico dei Cantoni aderenti all'accordo in proporzione alla loro popolazione totale. Sono fatturate loro annualmente.

V Disposizioni finali

Art. 13 Risoluzione delle controversie

¹Le controversie derivanti dal presente accordo sono rette dalla procedura di risoluzione delle controversie conformemente alla convenzione quadro per la collaborazione intercantonale con perequazione degli oneri¹.

²Laddove la controversia non possa essere risolta, il Tribunale federale decide, su azione, secondo l'articolo 120 capoverso 1 lettera b della legge sul Tribunale federale².

Art. 14 Adesioni

L'adesione al presente accordo deve essere dichiarata al Comitato della Conferenza svizzera dei direttori cantonali della pubblica educazione.

¹ Convenzione quadro del 24 giugno 2005 per la collaborazione intercantonale con perequazione degli oneri (convenzione quadro, CQI)

² Legge del 17 giugno 2005 sul Tribunale federale (LTF); RS 173.110

Art. 15 Entrata in vigore

¹Il Comitato della Conferenza svizzera dei direttori cantonali della pubblica educazione pone in vigore l'accordo quando vi hanno aderito almeno sei Cantoni.

²L'entrata in vigore dell'accordo deve essere comunicata alla Confederazione.

Art. 16 Disdetta

L'accordo può essere disdetto con una comunicazione scritta indirizzata al segretariato con effetto dal 31 luglio rispettando un preavviso di due anni, ma la prima volta al più presto cinque anni dopo l'adesione.

Art. 17 Durata degli obblighi in caso di disdetta dell'accordo

Se un Cantone ha revocato la sua disponibilità a versare un contributo finanziario oppure ha disdetto l'accordo, gli obblighi assunti sulla base del presente accordo per gli allievi ricoverati al momento dell'uscita del Cantone dall'accordo rimangono in essere fino alle dimissioni dell'allievo dall'ospedale.

Art. 18 Principato del Liechtenstein

Il Principato del Liechtenstein può aderire al presente accordo sulla base della propria legislazione. Ha gli stessi diritti e doveri delle altre parti all'accordo.

Delémont, 28 ottobre 2022

In nome della Conferenza svizzera dei direttori cantonali della pubblica educazione:

La presidente
Silvia Steiner

La segretaria generale
Susanne Hardmeier

Entrata in vigore

Conformemente alla decisione del Comitato della CDPE del 11 settembre 2025, l'Accordo intercantonale sulle attività scolastiche in ambito ospedaliero (Accordo intercantonale sulla scuola in ospedale, AASO) entra in vigore il 1° gennaio 2026.

Il Segretariato generale della CDPE pubblica sul sito Web della CDPE la lista dei Cantoni che hanno aderito all'accordo.